



19 juin 2025

Airbus se désengage d'une entreprise d'armement chinoise à la suite d'une campagne internationale

Justice For Myanmar et Info Birmanie se félicitent de cette initiative et demandent à Airbus d'utiliser ses activités en Chine comme levier pour mettre fin à la fourniture d'armes à l'armée birmane.

Justice For Myanmar et Info Birmanie se félicitent de la décision d'Airbus de se désengager d'AviChina Industry & Technology Company Limited (AviChina), dont elle était le principal actionnaire international avec 5,03 %. L'investissement était évalué à 140 millions de dollars américains au 30 juin 2024.

Ce désinvestissement fait suite à une vaste campagne impliquant des organisations de la société civile, des groupes de grève, des syndicats, des manifestants et des particuliers du monde entier, qui ont fait campagne pour qu'Airbus use de son influence sur Aviation Industry Corporation of China (AVIC) afin qu'elle mette fin à ses relations commerciales avec l'armée de Birmanie (Myanmar), ou qu'elle se désinvestisse.

Un [rapport](#) publié en septembre 2024 par Justice For Myanmar et Info Birmanie a révélé l'investissement significatif d'Airbus dans la filiale d'AVIC cotée en bourse, AviChina Industry & Technology Company Limited.

Les produits d'AviChina comprennent l'avion léger d'entraînement et d'attaque K-8 et l'avion polyvalent Y-12, qui continuent tous deux d'être utilisés par l'armée de l'air birmane pour des frappes aériennes indiscriminées dans l'ensemble du pays.

Airbus a achevé son désinvestissement d'AviChina le 1er avril 2025 et [l'a reconnu](#) dans les informations financières publiées pour la période de trois mois se terminant le 31 mars. Dans une réponse par courriel à Justice For Myanmar et Info Birmanie, un porte-parole d'Airbus a confirmé : "Airbus SE a achevé la vente de la totalité de ses actions dans AviChina Industry & Technology Company Limited, une filiale d'Aviation Industry Corporation of China (AVIC). Airbus ne détient aucune participation dans AVIC".

L'entreprise a refusé de faire d'autres commentaires, invoquant [une plainte en cours](#) auprès de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) aux Pays-Bas concernant les relations commerciales entre Airbus et AVIC, plainte déposée par une organisation de la société civile birmane.

Airbus reste un investisseur important dans l'industrie aéronautique chinoise, malgré la stratégie bien documentée de la Chine en matière de fusion entre le militaire et le civil. Comme le précise le rapport d'*Airbusted*, Airbus exploite de multiples entités juridiques en Chine, y compris des coentreprises, en grande partie avec AVIC et ses filiales.

Les partenariats d'Airbus avec des entreprises contrôlées par AVIC sont incompatibles avec les responsabilités d'Airbus en matière de diligence raisonnable dans le domaine des droits humains, car les entreprises opérant sous le contrôle d'AVIC continuent de fournir des armes - y compris des avions militaires - à l'armée birmane. Ce faisant, AVIC risque d'aider et de cautionner les crimes internationaux commis par l'armée de Birmanie.

On ne sait toujours pas dans quelle mesure, et si, Airbus a utilisé son influence sur AVIC pour s'opposer à la poursuite des exportations d'armes vers la junte birmane.

Pourtant, en vertu des normes internationales relatives aux entreprises et aux droits humains - notamment les principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'Homme et les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales - Airbus devrait user de son influence pour faire pression sur AVIC afin qu'elle cesse toute relation commerciale avec l'armée de Birmanie (Myanmar) ou, en cas d'échec, qu'elle se désengage de manière responsable de ses partenariats avec AVIC.

En Birmanie, les attaques aériennes aveugles se sont poursuivies alors même que les secouristes recherchaient des survivants à la suite du tremblement de terre dévastateur dit de Sagaing, qui a frappé le pays en mars 2025.

L'armée de l'air birmane ne peut mener sa campagne de terreur aérienne que grâce à la fourniture continue d'avions et d'armes associées, de matériel essentiel et de services de maintenance, de réparation et de révision par des partenaires étrangers.

En investissant dans AviChina, Airbus soutenait financièrement et profitait du développement continu et de la commercialisation d'avions militaires par AviChina et de l'exportation de ces derniers vers l'armée birmane.

Yadanar Maung, porte-parole de Justice For Myanmar :

« Le désinvestissement d'Airbus envoie un signal fort à AVIC et au gouvernement chinois : la fourniture d'avions militaires et d'armements associés à la junte birmane a un coût financier et un coût réputationnel. »

« La Chine reste le principal fournisseur d'armes, de biens à double usage, de technologies et de formations à l'armée birmane. Cette complicité doit cesser. »

« Il est impératif qu'Airbus prenne des mesures supplémentaires et utilise l'influence qu'il a sur AVIC en Chine pour qu'il cesse tout soutien à l'armée birmane, ou qu'Airbus mette fin à ses activités avec AVIC. »

Johanna Chardonneras, coordinatrice d'Info Birmanie :

« Ce désinvestissement doit être un signal d'alarme pour les autres entreprises, en particulier les entreprises européennes, directement ou indirectement impliquées avec la junte birmane. Il existe un cadre juridique aux niveaux national, européen et international, ainsi qu'une vaste documentation sur les crimes de guerre commis par la junte birmane, que les entreprises ne peuvent plus ignorer. »

« Le désinvestissement discret d'Airbus d'AviChina ne marque pas la fin d'une responsabilité, mais plutôt une prise de conscience. Il appartient désormais à nos institutions, en particulier aux institutions françaises, espagnoles et allemandes dont les gouvernements sont les trois principaux actionnaires d'Airbus, de faire toute la lumière sur les contrats et les liens entre Airbus et le groupe AVIC et ses filiales. »

« Les outils juridiques, tels que les sanctions européennes et le devoir de vigilance, doivent être appliqués. Lorsque nos institutions ne les appliquent pas, elles mettent en péril leur crédibilité, reléguant l'application de leurs décisions aux acteurs de la société civile. »

Pour plus d'information :

Vous pouvez lire notre rapport *Airbusted*, disponible en [français](#) et [anglais](#).